

31 janvier 2019

**Les travailleurs de l'Ontario demandent
le retrait d'un projet de loi antiouvrier**

Les travailleurs de la construction défendent leur droit de s'organiser



- D'autres attaques honteuses contre les travailleurs aux emplois précaires
- Opposition à l'élimination de la protection environnementale

Colombie-Britannique

- Les travailleurs de l'hôtel Ramada à Prince George manifestent pour une meilleure convention collective

Territoires du Nord-Ouest

- Les travailleurs du secteur public luttent pour la dignité du travail

Grande-Bretagne

- Jaguar Land Rover élimine 5 000 emplois
- Les femmes de Glasgow remportent un combat important

Les travailleurs de l'Ontario demandent le retrait d'un projet de loi antiouvrier

Les travailleurs de la construction défendent leur droit de s'organiser

Sous prétexte d'ouvrir l'Ontario aux affaires et d'éliminer la bureaucratie, le gouvernement ontarien de Doug Ford a déposé le 6 décembre 2018 le projet de loi 66, la *Loi de 2018 visant à rétablir la compétitivité de l'Ontario*. Le projet de loi modifie 18 lois existantes et est une attaque de grande envergure contre les travailleurs et l'ensemble des Ontariens, qui affecte tous les aspects de leur vie.[1]

Un des principaux aspects du projet de loi est son attaque contre les travailleurs de la construction. L'annexe 9 modifie la *Loi de 1995 sur les relations de travail* de sorte que les municipalités et certains conseils locaux, conseils scolaires, hôpitaux, collèges, universités et organismes publics soient réputés être des employeurs extérieurs à l'industrie de la construction.

Cela veut dire que les syndicats qui représentent des employés de ces agences et institutions publiques, qui sont employés ou susceptibles d'être employés dans l'industrie de la construction, ne les représentent plus. Toute convention collective qui lie l'employeur et le syndicat cesse de s'appliquer dans la mesure où elle s'applique à l'industrie de la construction.

En agissant ainsi, le gouvernement se prépare à désyndiquer sur une échelle de masse les travailleurs de la construction et le travail de construction qui se fait dans les institutions publiques, et à mettre fin aux conventions collectives ayant force de loi sans le consentement ou la permission des travailleurs concernés. Il s'agit d'une attaque frontale contre les salaires et les conditions de travail des travailleurs de la construction, contre le droit de s'organiser et d'être membre d'un collectif et de travailler dans le secteur de la construction dans des conditions salubres et sécuritaires qui ont reçu l'approbation générale des travailleurs de la construction et de leurs collectifs. Et cela se passe au moment où les décès et les blessures continuent d'être en hausse dans le secteur de la construction en Ontario.

Les travailleurs de l'Ontario dénoncent cette attaque et le projet de loi 66 dans son ensemble. Des syndicats de la construction ont émis des déclarations qui condamnent cette attaque contre les travailleurs du secteur.

Qui a dit quoi

Le Conseil des charpentiers et menuisiers de l'Ontario (CDCO) écrit ce qui suit dans sa déclaration du 11 décembre 2018 :



« Le projet de loi 66 est censé être la tentative la plus récente du gouvernement de rendre l'Ontario plus concurrentielle. Il semble cependant qu'en ce qui concerne la construction, le premier ministre Doug Ford veuille le faire en s'attaquant aux travailleurs ordinaires. Certaines parties du projet de loi vont éliminer les droits de négociation dans la construction et des conventions collectives qui existent depuis longtemps entre les travailleurs de la construction et différents employeurs du secteur public comme les municipalités, les commissions scolaires, les hôpitaux, les universités et d'autres institutions similaires. Bref, la capacité des travailleurs de la construction, qui travaillent pour ce type d'employeurs, de négocier librement des négociations collectives pour leur travail de construction va être éliminée par la loi.

« Notre syndicat entretient des relations productives avec ce type d'employeurs, comme la ville de Toronto, souvent depuis des dizaines d'années et ces relations sont conçues pour que les employeurs soient satisfaits du point de vue qualité-prix et que les travailleurs gagnent décemment et honnêtement leur vie. Il semble que le premier ministre ne veuille pas maintenir ce type de relations », écrit Mike Yorke, le président et le directeur des affaires publiques du CDCO.

« Ce gouvernement s'attaque maintenant à tous les travailleurs de la construction et à leurs droits fondamentaux. Notre syndicat entend lutter pour ses membres et leurs droits par tous les moyens à sa disposition. La Cour suprême du Canada a dit clairement que le droit à la négociation collective est protégé par la Charte canadienne des droits et libertés, et si nous devons nous rendre jusqu'en Cour suprême pour que le gouvernement de Doug Ford le reconnaisse, c'est exactement ce que nous allons faire », écrit Tony Iannuzzi, le dirigeant du Conseil.

Au nom du Conseil du travail du district de Toronto et de York, auquel sont affiliés plusieurs syndicats de la construction de Toronto, son président John Cartwright a fait parvenir une lettre ouverte le 8 janvier au premier ministre de l'Ontario dans laquelle il écrit :

« Dans un des ses derniers gestes de l'année 2018, votre gouvernement conservateur a déposé un projet de loi qui propose de déchirer toutes les conventions collectives des syndicats de la construction signées avec les villes, les commissions scolaires, les universités et les hôpitaux. Il s'agit là d'une attaque frontale contre les droits des travailleurs de cette province, dont vous n'avez jamais parlé pendant la campagne électorale.

« À Toronto, cela va décimer les droits de négociation de presque tous les syndicats de métiers, qui existent souvent depuis cent ans et plus. Le fait que vous décidiez que vous possédez l'autorité de déchirer ces ententes d'un simple trait de plume est vraiment incroyable. La Cour suprême a rejeté de pareilles lois antisyndicales ces dernières années, parce que, contrairement à votre gouvernement, elle reconnaît que la Charte protège les droits fondamentaux du travail. Les droits du travail sont un aspect fondamental d'une société juste.

« La ville de Toronto possède la main-d'oeuvre de construction la plus productive d'Amérique du Nord, une main-d'oeuvre qui est le produit de plusieurs générations d'immigration et d'un engagement profond envers l'apprentissage et le perfectionnement des compétences. Les centres de formation des syndicats ont un bilan enviable en matière de diplomation à l'apprentissage et de perfectionnement des compétences, qui est un processus qui dure toute une vie. Les membres des syndicats et les entrepreneurs syndiqués contribuent financièrement pour faire en sorte que ces compétences essentielles soient transmises d'une génération à l'autre. La performance en matière de sécurité dans la construction syndiquée est très supérieure à celle du secteur non syndiqué.

« Le projet de loi comprend plusieurs autres aspects qui comprennent de graves lacunes et doivent eux aussi être retirés. Je vous demande d'abandonner totalement le projet de loi 66. »

Le Conseil des métiers du bâtiment et de la construction de l'Ontario (PBCTCO) écrit dans sa déclaration du 12 décembre :

« Les changements apportés par le projet de loi réduisent la protection pour les travailleurs et les consommateurs, mettent notre environnement en péril et affaiblissent les normes du travail », écrit Patrick Dillon, l'agent d'affaires du Conseil. « Le premier ministre Ford dit qu'il gouverne 'pour les gens ordinaires' mais les changements qui sont proposés vont bénéficier au monde des affaires de l'Ontario plutôt qu'aux Ontariens qui travaillent dur.

« Un des aspects les plus graves du projet de loi est l'intrusion massive du gouvernement dans la libre négociation collective », écrit Dillon. « L' intrusion dans la libre négociation collective est l'emblème d'un gouvernement qui manifeste une tendance autocratique claire. Ce projet de loi a été présenté sans qu'on ait consulté les travailleurs et les syndicats qui vont en subir les conséquences draconiennes. Il va sans dire que ce gouvernement n'a pas informé les électeurs de ses politiques antisyndicales pendant la campagne électorale. »

Dans une déclaration émise le 6 décembre, la Fédération des travailleurs et des travailleuses de l'Ontario (FTO) écrit :

« Le projet de loi déclare que les entités publiques comme les municipalités, les hôpitaux, les universités et les écoles sont des 'employeurs extérieurs à l'industrie de la construction ', ce qui pave la voie à ce que les secteurs non syndiqués des métiers de la construction présentent des soumissions pour les projets d'infrastructure publique et obtiennent les contrats de construction.

« Les métiers de la construction qui sont syndiqués sont des leaders en matière de santé et de sécurité. En rendant les métiers non syndiqués admissibles aux projets de construction publique, Doug Ford met la sécurité des travailleurs en péril et bafoue les conventions collectives négociées », écrit le président de la FTO, Chris Buckley. « En réduisant les normes de sécurité au profit de la grande entreprise, le gouvernement joue avec la vie des Ontariens. Lorsqu'il y a trop d'enfants dans une garderie privée, les enfants font face à des risques inutiles. Lorsqu'on rend les gardes-fous facultatifs, des travailleurs sont tués dans des accidents aux endroits de travail. Avec ce projet de loi, le gouvernement qui prétend être du côté des « gens ordinaires » place une fois de plus le tout puissant dollar au-dessus de la vie des Ontariens. »

Note

1. Pour de plus amples informations sur le projet de loi 66, lire « Le coût humain de la campagne du gouvernement Ford contre la « paperasserie tueuse d'emplois », Pierre Chénier, dans le numéro du 26 janvier 2019 du *Marxiste-Léniniste*.



D'autres attaques honteuses contre les travailleurs aux emplois précaires

Un aspect important du projet de loi 66 de l'Ontario est l'attaque renouvelée du gouvernement Ford contre les travailleurs qui occupent des emplois précaires. Le projet de loi 66 fait suite à la *Loi de 2018 pour un Ontario ouvert aux affaires*, connue comme la loi 47, qui a reçu la sanction royale le 21 novembre de l'année dernière. Entre autres choses, la loi 47 a supprimé l'augmentation du

salaire minimum de 14 à 15 dollars de l'heure qui devait entrer en vigueur le 1er janvier, ce qui gèle le taux salarial actuel jusqu'au 1er octobre 2020. La loi 47 a aussi supprimé l'exigence légale minimale de deux jours de congés de maladie payés par an, ainsi qu'une mesure qui interdisait aux employeurs d'obliger leurs employés à fournir un billet du médecin prouvant qu'ils sont malades.



Le projet de loi 66 modifie la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi*. Il annule la clause de la loi selon laquelle les employeurs doivent obtenir l'approbation du directeur des normes d'emploi pour conclure des ententes autorisant leurs employés à travailler plus de 48 heures dans une semaine de travail, à l'intérieur d'une limite de soixante heures de travail par semaine.

Un autre changement majeur que prévoit le projet de loi 66 est l'abrogation du plafond de 60 heures de travail par semaine sous prétexte que cela se produira seulement lorsqu'il existe une « entente » entre l'employeur et l'employé à cet effet. C'est frauduleux parce que le travailleur embauché dans un emploi précaire est souvent non syndiqué et n'a donc pas l'appui d'un collectif organisé. Les travailleurs précaires sont souvent embauchés par le biais d'agences de placement temporaire et n'ont donc pas d'employeur officiel avec lequel ils peuvent parvenir à une « entente ». Souvent les travailleurs se font ordonner de travailler plus longtemps que le plafond de 60 heures par semaine et sont licenciés s'ils refusent de s'« entendre ». Le gouvernement rend maintenant la situation encore plus précaire et renforce le diktat en supprimant la nécessité de toute intervention du directeur des normes d'emploi.

Le projet de loi 66 annule aussi l'exigence selon laquelle les employeurs doivent recevoir l'autorisation du directeur des normes d'emploi pour conclure des « ententes » leur permettant de calculer la moyenne des heures de travail d'un employé servant à établir la rémunération des heures supplémentaires à laquelle il a droit.

Les travailleurs, surtout les travailleurs non organisés, ont déjà beaucoup de difficulté à faire appliquer les clauses actuelles de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi*. Le gouvernement Ford entend contourner cyniquement cette situation en éliminant purement et simplement plusieurs clauses de la loi. Il supprime même l'obligation légale de mentionner la loi aux endroits de travail, comme c'était le cas auparavant alors que des affiches qui informent les travailleurs de leurs droits en vertu de la loi devaient être posées.

Les travailleurs ontariens disent Non! à cette attaque honteuse contre les travailleurs aux emplois précaires et demandent le retrait du projet de loi 66.



Opposition à l'élimination de la protection environnementale



Manifestation devant les bureaux de la ministre de l'environnement Lisa Thompson le 14 décembre 2018

Retirez le projet de loi 66 de l'Ontario!

Joignez-vous à la campagne « Retirez le projet de loi 66 » - www.stopbill66.ca

Certaines des mesures les plus régressives et dangereuses qu'introduit le projet de loi 66 se retrouvent dans les changements apportés à la *Loi sur l'aménagement du territoire*. Cet article du projet de loi a provoqué la colère et un mouvement d'opposition dès qu'il a été déposé. Des Ontariens de tous les milieux ont placé des pancartes devant leur maison, signé des pétitions, appelé leurs députés et tenu des rassemblements devant leurs bureaux. Les fermiers, les propriétaires de petites entreprises et de nombreux conseils de ville se sont opposés au projet de loi 66, considérant la protection environnementale comme leur priorité.

Le 23 janvier, le ministre des Affaires municipales Steve Clark a écrit sur les médias sociaux que le gouvernement conservateur « a entendu les préoccupations soulevées par les députés, les municipalités et les citoyens concernant l'annexe 10 du projet de loi 66 et lorsque l'assemblée législative reprendra ses travaux en février, nous n'allons pas poursuivre avec l'annexe 10 ».

Les groupes à la défense de l'environnement ont lancé la campagne « Retirez le projet de loi 66 ». Ils veulent s'assurer que les changements proposés à la *Loi sur l'aménagement du territoire* vont vraiment être annulés et demandent l'abrogation du projet de loi dans son ensemble.

La loi sur l'aménagement du territoire établit les règles de base de la planification de l'aménagement du territoire en Ontario. L'annexe 10 du projet de loi, que le ministre Clark s'est engagé à retirer tant les Ontariens s'y opposent, modifierait la loi en ajoutant une nouvelle clause qui permettrait à une municipalité d'adopter un règlement « sur l'aménagement ouvert aux affaires ». Selon le gouvernement Ford, cette mesure serait un nouvel « outil de développement économique » qui permettrait aux municipalités « de faire en sorte qu'elles peuvent agir rapidement

pour attirer des entreprises qui sont à la recherche de sites de développement ».

Cette proposition d'un règlement sur l'aménagement ouvert aux affaires donne une bonne idée de la vision profondément antisociale et antidémocratique du gouvernement Ford. Ce règlement ferait partie des pouvoirs de zonage d'une municipalité. Le projet de loi tel que déposé prévoit qu'avant d'adopter un tel règlement, une municipalité doit demander l'approbation du ministre des Affaires municipales et du Logement. La demande doit comprendre une résolution du conseil et tout « critère prescrit ». Cela comprend l'« information sur l'aménagement ouvert aux affaires, y compris les détails concernant l'opportunité d'emploi proposée et [la démonstration que le règlement] va constituer une source majeure d'emplois nouveaux ». Le seuil minimum est de 50 nouveaux emplois dans des municipalités de moins de 250 000 habitants et de 100 emplois dans des municipalités qui en comprennent plus de 250 000. Le processus ne prévoit aucun avis public et aucune audience publique avant que soit adopté un règlement d'aménagement ouvert aux affaires.

Une fois qu'un tel règlement serait approuvé par le gouvernement provincial et adopté, plusieurs clauses contenues dans la *Loi sur l'aménagement du territoire* et dans les lois suivantes ne s'appliqueraient pas à quelque « projet de développement » qui serait proposé :

- la *Loi de 2006 sur l'eau saine* ;
- la *Loi de 2015 sur la protection des Grands Lacs* ;
- la *Loi de 2005 sur la ceinture de verdure* ;
- la *Loi de 2008 sur la protection du lac Simcoe* ;
- la *Loi de 2006 sur Metrolinx* ;
- la *Loi de 2001 sur la conservation de la moraine d'Oak Ridges* ;
- la *Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario* ;
- la *Loi de 2005 sur les zones de croissance* ;
- la *Loi de 2016 sur la récupération des ressources et l'économie circulaire*.

Les groupes environnementaux ont souligné avec force que ces lois sont souvent chargées d'une histoire importante, qui comprend des dommages à l'environnement et des décès et des maladies sérieuses qui ont frappé les Ontariens.

Par exemple, la *Loi de 2006 sur l'eau saine* a été adoptée en réponse à la tragédie de Walkerton de 2000. La contamination de l'eau potable de Walkerton, qui avait été causée par une purification et des tests de l'eau inadéquats à la suite de la privatisation du système, a causé la mort de 7 personnes et rendu des milliers d'autres très malades. À la suite de la tragédie de Walkerton, la *Loi de 2006 sur l'eau saine* a mis en place des plans de protection des sources d'approvisionnement en eau afin de protéger les installations d'eau potable à l'échelle de l'Ontario. Si cette partie de la loi était adoptée, ces mesures environnementales seraient menacées et cela paverait la voie à d'autres tragédies de contamination de l'eau.

Il faut souligner que le projet de loi 66 prévoit l'abrogation le 31 décembre 2021 de la *Loi de 2009 sur la réduction des toxiques*. L'annexe abroge aussi, le même jour, les règlements pris en vertu de la Loi. L'opposition à l'abrogation de cette loi est aussi très vive en Ontario. La *Loi de 2009 sur la réduction des toxiques* traite de l'utilisation de substances toxiques aux endroits de travail et a comme objectif officiel de les réduire. Le gouvernement propose l'abrogation de la loi sans que les travailleurs et tous les Ontariens qui sont ou ont été exposés à des substances toxiques aient eu leur mot à dire. Il le fait aussi sans même un mot d'explication et sans argument scientifique pour démontrer que cette abrogation est nécessaire.

Retirez le projet de loi 66 !



Colombie-Britannique

Les travailleurs de l'hôtel Ramada à Prince George manifestent pour une meilleure convention collective



Le 23 janvier, les travailleurs de l'hôtel Ramada, membres de la section locale 40 de UNITE HERE, ont organisé un rassemblement militant devant l'hôtel de Prince George pour demander une meilleure convention collective qui améliorerait considérablement leurs salaires et leurs conditions de travail. Des résidents de Prince George provenant de nombreux syndicats et endroits de travail et de la communauté se sont joints à eux.

Les travailleurs de Ramada n'ont pas eu d'augmentation de salaire depuis près de trois ans mais l'hôtel propose quand même un gel des salaires de deux ans. Les travailleurs gagnent présentement environ 4 dollars de l'heure de moins que leurs collègues du Coast Inn à Prince George. En outre, ils font face à de lourdes charges de travail et à un manque de personnel.

Ramada a récemment investi 6 millions de dollars dans le bâtiment de l'hôtel et a bénéficié d'un allègement fiscal de 345 000 dollars de la ville de Prince George. Pourtant, l'hôtel refuse d'investir dans ses travailleurs sans qui il ne pourrait pas fonctionner. Les travailleurs soulignent qu'ils travaillent dur pour les clients mais l'hôtel Ramada ne leur montre pas le respect qu'ils méritent.

Pendant la manifestation, des tracts ont été distribués aux clients de l'hôtel pour les informer de la situation inacceptable des travailleurs de Ramada. Plusieurs personnes se sont arrêtées pour savoir pourquoi les travailleurs manifestaient et prendre connaissance de la requête des travailleurs que les clients devraient choisir un autre hôtel lors de leur prochaine visite à Prince George si le Ramada ne répondait pas à leurs préoccupations. Dans la même veine, le Conseil du travail du centre-nord (NCLC) appelle ses syndicats membres à cesser leurs activités au Ramada si ce dernier refuse de traiter des revendications des travailleurs.

Les membres de la section locale 40 de UNITE HERE ont remercié les participants de leur appui et exprimé leur détermination à obtenir une convention collective qui répond à leurs besoins, comme ont réussi à le faire récemment les travailleurs de la section locale 40 du Coast Inn et des services

de restauration de l'Université du Nord de la Colombie-Britannique (UNBC). Parmi les autres orateurs, il y avait Kelly Boudreau, vice-présidente du NCLC et présidente de la section locale 1048 du SCFP et Dawn Hemingway, professeure de l'Association du corps professoral à UNBC et représentante du comité Debout pour le nord.

Alors que les négociations contractuelles doivent reprendre le 5 février, les travailleurs de Ramada sont déterminés à continuer et, si nécessaire, intensifier leur lutte jusqu'à ce qu'ils obtiennent une convention collective acceptable. Les sympathisants qui ont participé au rassemblement ont également indiqué clairement leur engagement à se tenir aux côtés des membres de la section locale 40 de UNITE HERE.



Territoires du Nord-Ouest

Les travailleurs du secteur public luttent pour la dignité du travail



Les travailleurs du secteur public manifestent devant le parlement des Territoires du Nord-Ouest, le 9 mars 2018.

Forum ouvrier a publié un article en novembre dernier sur les 4 000 fonctionnaires du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) qui livrent une lutte résolue pour obtenir d'importantes améliorations à leurs conditions de travail.^[1]

Des changements sont nécessaires pour répondre aux besoins des travailleurs dans cet environnement nordique où le coût de la vie est beaucoup plus élevé que dans la plupart des régions dans le sud du Canada. Le refus du GTNO d'améliorer les conditions de vie et de travail des travailleurs du secteur public est une attaque contre leur dignité qui ne peut être tolérée. Les travailleurs du secteur public fournissent des services essentiels au fonctionnement de la société, en santé, en entretien routier et dans toute l'infrastructure de base.

Le GTNO ne traite pas les travailleurs du secteur public comme l'épine dorsale de l'infrastructure,

comme ceux qui créent une immense valeur pour les Territoires du Nord-Ouest. Le GTNO, comme les employeurs à l'échelle du Canada, perçoit les travailleurs non pas comme les créateurs de la valeur mais comme un « coût » qui doit être dénoncé et réduit. Cette conception qui tourne les choses à l'envers et est rétrograde est inacceptable dans un monde moderne.

Les travailleurs soulignent qu'après près de trois ans d'efforts pour négocier une convention collective qui réponde à leurs revendications, aucun progrès n'a été fait à cause de l'entêtement du gouvernement à nier ces justes revendications. Le gouvernement s'adresse maintenant directement aux travailleurs sur une base individuelle pour les désinformer au sujet de son offre, tentant de les diviser entre eux et de les tourner contre le syndicat.

Le Syndicat des travailleurs du Nord (STN), qui représente ces travailleurs, mentionne que chacun d'entre eux a reçu un document du GTNO que celui-ci leur a fait parvenir sans même en aviser le syndicat. Selon le document, l'offre salariale fait partie d'une entente de cinq ans, quelque chose que le syndicat a rejeté dès le début des négociations.

En plus, le document combine les augmentations salariales et les augmentations par échelons, qui sont des augmentations que les travailleurs reçoivent à mesure qu'ils acquièrent de l'expérience dans un poste donné. Le syndicat souligne que le document inclut les augmentations par échelons dans ses calculs et en arrive à une fausse moyenne d'augmentation salariale. Selon le STN, les deux mille fonctionnaires ayant le plus d'expérience ne toucheront aucune augmentation relative aux échelons. L'offre salariale prise en soi est inférieure à ce qui est requis pour que les salaires couvrent l'augmentation du coût de la vie. Contrairement à la pratique en vogue dans maintes conventions collectives, la convention de ces travailleurs ne comprend pas de clause d'ajustement au coût de la vie.

Le STN souligne qu'après près de trois ans de négociations, le gouvernement refuse toujours d'offrir des mesures de sécurité d'emploi à ses travailleurs. Un grand nombre d'entre eux sont encore traités comme des travailleurs sur appel, occasionnels ou contractuels. Les travailleurs occasionnels et contractuels sont souvent réembauchés d'une fois à l'autre dans le même poste plutôt que d'accéder à un poste à temps plein. La création d'emplois à temps plein améliorerait les effectifs d'ensemble et ferait en sorte que ces travailleurs aient des avantages sociaux et des régimes de retraite, ce qu'ils n'ont pas en raison de leur statut précaire. Certains travailleurs qui travaillent au gouvernement depuis des décennies ont toujours le statut d'employé occasionnel. Animé du mantra antiouvrier visant à réduire le « coût » de l'humain, qui en fait est la source de la nouvelle valeur, le gouvernement déclare vouloir étendre la main-d'oeuvre sur appel à tous les secteurs de travail du GNWT, ce à quoi les travailleurs s'opposent fermement.

Le syndicat est en position légale de grève depuis novembre de l'année dernière. Il demande que le gouvernement s'assoie à la table avec le comité de négociations et traite de ses deux principales revendications : une augmentation salariale qui permet aux employés du gouvernement de faire face au coût de la vie dans ce territoire nordique, et des mesures de sécurité d'emploi qui permettent à davantage de travailleurs de devenir des employés à temps plein et de mettre fin à leurs conditions précaires, telles l'absence d'avantages sociaux et de régime de retraite pour un grand nombre d'entre eux. Dans le but d'en arriver à une entente, le STN a proposé en janvier que le gouvernement accepte un arbitrage exécutoire, mais celui-ci a répondu par un non catégorique. Un facteur qui explique ce refus obstiné de négocier se trouve dans la *Loi sur la fonction publique* qui régit les Territoires du Nord-Ouest. En vertu de cette loi, le gouvernement ne peut pas mettre les travailleurs en lockout mais il peut unilatéralement modifier les conditions d'emploi et de travail des employés d'une unité de négociation.

Les travailleurs sont déterminés à défendre leur dignité et à améliorer leurs conditions de vie et de travail. C'est la première fois en près de cinquante ans que les employés du gouvernement sont en position légale de grève.

Note

1. « Les travailleurs du secteur public mènent une lutte déterminée pour leurs droits et leur dignité », *Forum ouvrier*, le 8 novembre 2018



Grande Bretagne

Jaguar Land Rover élimine 5 000 emplois

Jaguar Land Rover (JLR) a annoncé la suppression de 5 000 emplois en Grande-Bretagne, en particulier dans les domaines de la vente et de l'administration, ce qui représente un huitième de sa main-d'oeuvre britannique actuelle de 40 000 employés.

Les suppressions de postes font partie d'un « plan de réduction des coûts » de 4,3 milliards de dollars, suite à l'annonce d'une perte de 155 millions de dollars en septembre 2018. Elles s'ajoutent aux suppressions de postes effectuées depuis 2017 lorsque 1 000 employés provenant d'agences d'embauche ont été licenciés à Solihull. Cent quatre-vingts autres travailleurs provenant d'agences ont également perdu leur emploi à Halewood, dans le Merseyside. Au cours des trois derniers mois de 2018, mille travailleurs de l'usine de Castle Bromwich à Birmingham ont été touchés par l'instauration d'une semaine de travail de trois jours.



Le dernier Land Rover Defender quitte la ligne de production à Solihull.

L'entreprise, détenue par le monopole Tata, a produit près de 440 000 Land Rovers et plus de 170 000 voitures Jaguar au cours de l'exercice précédent, réalisant un chiffre d'affaires de 44,5 milliards de dollars. Une force aussi productive que la force de travail de JLR ne peut certainement pas être qualifiée de « coût ». Seule la vision étroite d'une comptabilité centrée sur le capital, qui ne considère pas l'entreprise comme une partie intégrante de l'économie socialisée interconnectée et ne s'intéresse qu'au résultat net de ses actionnaires, peut présenter une valeur aussi colossale comme une perte.

C'est la crise économique et politique multilatérale persistante qui affecte la production automobile et frappe JLR dans ce qui a été décrit comme « une tempête parfaite ». La crise économique est générale et se caractérise par l'augmentation de la productivité grâce à des techniques de plus en plus perfectionnées entraînant une baisse du taux de profit, ainsi que par des facteurs tels que les écarts entre la production et la consommation. JLR a été touché par une baisse de près de 50 % de ses ventes, le marché le plus important et le plus rentable de la société, la Chine, s'étant fortement contracté récemment en partie à cause de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis.

Cela reflète la crise provoquée par les grands monopoles qui ont mis en place des programmes de restructuration, déplaçant les capitaux là où la main-d'oeuvre et les ressources sont le moins cher, appliquant des mesures de productivité et mobilisant des leviers politiques pour faire face à la concurrence sur des marchés en déclin.

JLR a également été particulièrement touché par l'effondrement de la demande de voitures diesel en Grande-Bretagne et en Europe. Il s'agit d'un problème spécifique pour l'entreprise alors que 90 % de ses véhicules fonctionnent au diesel, bien qu'elle ait investi dans de nouveaux véhicules électriques et hybrides, comme la Jaguar « I-PACE » entièrement électrique. L'industrie a tout mis en oeuvre pour faire pression sur le gouvernement au sujet de la législation environnementale et a déclaré que le carburant diesel plus propre fait partie de la solution. La version diesel du modèle EU6 Land Rover a été exemptée des redevances proposées dans les zones à très faibles émissions.



Une des lignes d'assemblage à l'usine de Jaguar Land Rover

L'incertitude au sujet du Brexit et d'autres problèmes potentiels en Europe sont également invoqués. Tata a beaucoup manœuvré avec ses investissements dans l'acier et l'automobile et a cherché à faire pression contre une version contraignante du Brexit, avertissant qu'un « non-accord » coûterait à la société plus de 2 milliards de dollars par an. Quoi qu'il en soit, il est clair qu'il existe une libre circulation des capitaux en Grande-Bretagne, dans l'UE et dans le reste du monde, où les monopoles et les multinationales ont le pouvoir illimité d'opérer à leur guise. JLR a tenté de contourner le Brexit pour accéder au marché unique de l'UE en

transférant la production de la Land Rover Discovery en Slovaquie, avec l'intention d'y engager jusqu'à 3 000 travailleurs, tout en investissant massivement en Chine, où il a embauché 4 000 travailleurs depuis 2014. Les syndicats exigent de savoir si JLR est en train de réduire sa production de façon permanente en Grande-Bretagne.

Les travailleurs ne se laissent pas bernier par la propagande et les excuses de la compagnie pour les échecs du marché capitaliste. Comme toujours, les travailleurs des grandes usines comme Castle Bromwich défendront leur droit à un moyen de subsistance et résisteront aux mesures qui mettent en péril les emplois, comme ils ont dû le faire par le passé face à des menaces semblables. Ils refusent de porter le fardeau de l'essentiel, voire de la totalité, de la réduction des coûts et de la restructuration de Tata à l'échelle mondiale. Les travailleurs et les syndicats chercheront à tenir des pourparlers avec l'entreprise sur la détérioration de la situation provoquée par l'entreprise dans le contexte de la crise capitaliste mondiale en cours qui s'aggrave.

(Workers' Weekly, le journal en ligne du Parti communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste. Traduit de l'anglais par LML)



Les femmes de Glasgow remportent un combat important

Les travailleuses du conseil municipal de Glasgow ont remporté une victoire historique contre l'inégalité salariale. Des milliers de femmes vont maintenant recevoir des indemnités qui pourraient dépasser les 863 millions de dollars.

Le conseil et le groupe des requérantes, représenté par Action4Equality Scotland, Unison, le syndicat GMB et Unite, ont annoncé qu'ils avaient conclu une entente de principe pour régler les milliers de réclamations salariales.



Les femmes de Glasgow en grève

Une grève menée en octobre a été le point culminant de la lutte de ces femmes à la défense de leurs droits, qui a duré douze ans. Plus de 8000 femmes ont fait la grève et 12 000 femmes ont manifesté dans les rues dans ce qui a été la plus grande grève pour l'égalité salariale de l'histoire de la Grande-Bretagne. Cette lutte fait partie des victoires démocratiques historiques du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes, depuis Glasgow la rouge il y a un siècle de cela jusqu'à la grève des travailleurs de Ford dans les années 1960.



Cette lutte de longue haleine est passée par plusieurs tours et détours pendant lesquels environ 14 000 réclamations séparées ont été amenées devant les tribunaux. Elle a débuté en 2006 avec l'introduction d'un nouveau système d'évaluation des emplois, le régime de « traitements et indemnités » appliqué aux employés du conseil. Ce nouveau système avait comme objectif officiel de s'attaquer au problème de l'inégalité salariale entre les femmes et les hommes. En pratique, le système a cependant été établi pour que les employés travaillant dans des quarts fractionnés et à des heures irrégulières

soient payés moins cher. Ce sont les emplois occupés principalement par des femmes, tels les services domestiques, l'entretien ménager, la restauration, le travail dans les écoles et les garderies, qui ont été les plus affectés, comparativement aux emplois où dominait la main-d'oeuvre masculine comme la collecte des déchets. Ces arrangements ont ancré l'inégalité et, en mai 2017, la Cour suprême écossaise a jugé que le système de traitements et d'indemnités exerçait de la discrimination contre les femmes.

Les promesses de régler les réclamations n'ont pas été tenues et les employés du conseil ont lutté pour défendre leurs intérêts. Pendant les préparatifs de la grève d'octobre, l'organisatrice régionale d'Unison Mandy McDowall a déclaré : « C'est un scandale de l'époque moderne que près de 50 ans après le passage de la *Loi sur l'équité salariale*, nous avons à nos côtés des milliers de femmes qui font l'objet de discrimination de la part d'un des plus gros conseils du Royaume-Uni.

« Ces femmes font la vitalité de Glasgow. Elles jouent un rôle essentiel dans la ville ; elles la gardent propre et elles éduquent et veillent sur certaines des personnes les plus vulnérables de notre société.

Elles sont le rouage qui fait fonctionner la ville mais leur rôle demeure chroniquement sous-évalué », a-t-elle ajouté. « Ces femmes n'ont pas pris la décision de faire la grève à la légère, mais, après des mois de promesses creuses, elles n'avaient pas d'autre choix », a-t-elle dit.

Les actions et la vaste mobilisation ont été un élément crucial de ce succès. Stephen Cross, d'Action4Equality, a dit que c'est depuis le déclenchement de la grève qu'il y a eu des « négociations réelles et productives », et l'organisatrice de GMB Rhea Wolfson a dit : « Cela a été gagné de haute lutte et la victoire aurait été impossible si les requérantes n'avaient pas fait la grève depuis octobre. C'est la grève qui a forcé le conseil à prendre ces réclamations au sérieux. C'est un geste spectaculaire qui a mis la question de l'équité salariale pour les femmes à bas salaire à l'ordre du jour du pays. »

(Traduit de l'anglais par LML)



NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

Site web: www.pccml.ca Email: forumouvrier@cpcml.ca